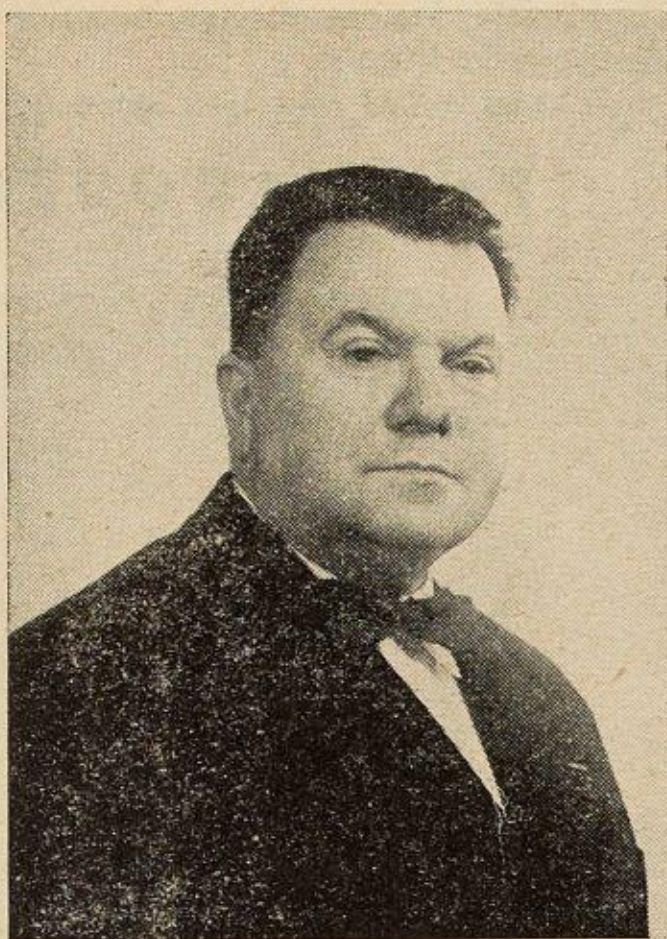


ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 23 Novembre 1958

4^{me} Circonscription de la Seine-Maritime



LE CANDIDAT : Paul VAUQUELIN

SOCIALISTE INDÉPENDANT

Maire de Maromme

Conseiller Général

Président de l'Association des Maires de la Seine-Maritime

Président de l'Office Départemental des H. L. M.

Président-Fondateur de la Caisse auxiliaire de Prêt
de la Seine-Maritime

Vice-Président de la Commission Départementale

Fondateur du Syndicat Intercommunal d'Assainissement
de la Région Rouennaise

Président de la Commission Départementale d'Assainissement

Président du Conseil d'Administration de l'Aérium de Canteleu

Administrateur de la Maison Familiale de Mont-Saint-Aignan

Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau
de la Région de Maromme

Fondateur de la Centrale Laitière de la Région Rouennaise

Président de la Commission de la Maison de Retraite
des Vieillards de Maromme

Délégué Cantonal des Pupilles de la Nation

Ancien Combattant de la Guerre 1939-1945

Ancien Prisonnier de Guerre - Ancien F. F. I.

Chevalier de la Légion d'Honneur

A PROPOS DE REUNIONS

Je ne ferai pas de réunions publiques et je m'en excuse auprès des rares personnes qui auraient pu avoir le désir de les fréquenter.

En réalité, il s'agit là d'une coutume qui remonte au temps où les français ne savaient pas encore lire ; auquel cas, pour leur information, les candidats devaient se rendre auprès d'eux pour leur révéler leurs opinions et leurs programmes.

La pratique de ces grandes rencontres est complètement tombée en désuétude et les quelques auditeurs qui se dérangent de nos jours, assistent le plus souvent à des échanges de propos qui n'apportent rien à leur connaissance.

Au surplus et au nom de la dignité qui doit s'attacher au titre de représentant du peuple, je pense que cette coutume doit être reléguée dans l'oubli du passé.

LES RAISONS DE MA CANDIDATURE

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le déclarer au cours de l'interview que j'ai accordé au « Bulletin Municipal » de Maromme, c'est après bien des réticences que j'ai décidé de me présenter devant vous, ayant refusé jusqu'ici de solliciter tout mandat parlementaire, ne désirant me livrer qu'aux

seules œuvres que j'ai créées ou développées dans notre département.

Ma candidature est un acte d'indignation en même temps qu'un postulat contre ceux qui, depuis 30 ans, ont livré notre pays à l'insolent désordre de ses Gouvernements, faisant tomber deux régimes et mettant en cause l'idée même des libertés et de la République.

Je crois à la France, je crois à son destin et mes yeux, comme les vôtres, nous ont révélé depuis longtemps que notre Patrie méritait toute la confiance que l'on mettait en elle.

Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest de leur magnifique territoire, les français ne reculant devant les difficultés d'aucune tâche, travaillant hardiment, font jaillir des cités ou des villes entières. Partout surgissent des usines nouvelles toujours plus grandes et plus puissantes. Ils construisent de gigantesques barrages, détournent le lit des fleuves, fouillent le sol et tirent de leurs mines les meilleurs rendements connus.

L'agriculture, en pleine expansion, étend chaque année ses surfaces emblavées et modernisant sans cesse ses moyens de production, obtient de la terre de France les plus belles moissons.

Un pays comme celui-ci mérite un Parlement et un Gouvernement qui le représentent vraiment, qui sachent interpréter ses aspirations les plus chères et les plus sacrées, qui communient avec un peuple dont le sérieux, le courage et l'intelligence ont fait de notre pays une grande nation à la face du monde.

LES TACHES D'UN GOUVERNEMENT

Il ne m'appartient pas de vous présenter je ne sais quel délayage dans lequel je démontrerai qu'un Parlementaire doit prendre en main le sort de chacun d'entre vous. Je n'aurai pas cette vanité, au demeurant stérile, dont d'ailleurs, bientôt, 90 années de parlementarisme auront complètement démenti la promesse.

En réalité, la mission d'un Gouvernement, donc de ceux qui lui font confiance, doit, à mon avis, porter sur quelques grandes lignes générales dont le résultat bienfaisant pourrait maintenir, parfaire ou créer la prospérité d'une nation.

Ainsi, la première tâche du prochain Gouvernement doit tendre à régler le problème algérien.

Non seulement celui-ci domine toute l'économie française, mais il provoque les soucis angoissés de plusieurs centaines de milliers de familles.

Ce premier Gouvernement de la V^e République, n'aurait-il fait que cela, que nous pourrions lui vouer notre reconnaissance.

Quand et comment, direz-vous, pourra-t-il y parvenir ?

En le voulant obstinément.

Le Général de Gaulle a offert au F. L. N. la « Paix des braves » et le F. L. N. a repoussé ses offres bruyamment.

Là, ne doit pas s'arrêter notre offensive de Paix.

De l'intégration à l'indépendance, il y a place pour des discussions et place à la diplomatie dont le rôle prépondérant doit faire tarir les pleurs et taire les canons.

IL EXISTE D'AUTRES GRANDES TACHES URGENTES

Je pense à ces millions de jeunes qui, demain, très bientôt, vont exiger leur droit à la vie.

Je pense à cette jeunesse qui sera, selon notre accueil, ou la chance ou le malheur de la France.

Il faut lui construire des Etablissements d'enseignement qui formeront et élèveront son esprit, les prépareront aux grands engagements et lui procureront l'instruction professionnelle correspondant aux besoins de notre siècle.

Il faut prévoir l'expansion agricole et économique qui lui assurera les moyens de gagner sa vie.

Il faut construire des millions de logements pour lui permettre de créer ses foyers où des familles saines et heureuses, vraie richesse d'un pays, pourront s'y épanouir.

ET LES VIEUX ?

Toute cette jeunesse, par la pression qu'elle va exercer dès 1960 sur le marché du travail, va tendre à provoquer bien des retraites prématurées.

Il faudra promouvoir une échelle des retraites, dans laquelle les français pourront s'inscrire et préparer l'heure de leurs vieux jours.

Il faut, d'ores et déjà, repenser l'organisation de la retraite des vieux, dont l'institution, par trop sommaire, a vraiment besoin d'être mise à la place qui lui revient, c'est-à-dire à la mesure des besoins de demain.

LE PROBLEME SOCIAL

Toujours posé, toujours remis, livré à tous les expédients, le problème social repose sur un équilibre qui est celui des prix et des salaires.

En réalité, le problème social, avec ses redoutables répercussions politiques, n'est qu'un problème de technique financière mal posé, mal raisonné et seulement entrevu à travers des optiques dépassées.

L'économie politique française est assise sur des doctrines toujours enseignées et remontant à plus de 100 années.

Depuis, cependant, les activités ont changé de bases, les capitaux de mains, les entreprises de volume, l'humanité de dimension et les échanges de surface.

L'erreur la plus aberrante de la politique française repose sur l'argent cher, alors que dans le monde entier, l'activité industrielle et commerciale repose sur l'argent à faible intérêt.

L'argent cher fait la vie chère et nos prix très difficilement compétitifs sur le plan international, expliquant nos éternelles crises de devises.

Quand on ajoutera que l'amortissement des investissements entrepris par l'industrie française revient annuellement à un prix plus élevé que les salaires et traitements de leur personnel, on comprend la cause du problème social posé à notre Pays et la raison de nos dévaluations successives.

Si l'on ajoute à ces raisons un système fiscal absolument inadapté aux conditions de la vie moderne, on reconnaîtra toutes les causes qui font la lourdeur de nos prix et créent les difficultés insurmontables qui empêchent de trouver l'équilibre technique recherché.

De plus, les besoins de trésorerie constants qui en résultent provoquent un véritable détournement des impôts et des cotisations spécialisés (taxe sur l'essence, vignettes, cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations familiales, pour ne parler que de celles-ci).

Au moment où va s'ouvrir le marché commun et que nos prix vont se trouver, en janvier prochain, en compétition avec les industries européennes, mieux approvisionnées en capitaux à bas intérêts et moins chargées d'impôts, on s'expliquera toute l'insistance que j'apporte à la solution de l'un des plus grands problèmes français.

MES OPINIONS

Je ne suis Membre d'aucun Parti politique et j'ai refusé toute investiture.

Républicain, je ne peux concevoir ma Patrie sans la République.

Je la servirai demain comme je l'ai servie toute ma vie.

Ayant déjà participé à l'expansion économique en facilitant l'installation ou en faisant venir dans nos régions des usines importantes, j'ai fait procurer directement ou indirectement de l'emploi à des milliers de personnes. En animant la construction de logements, d'autres milliers de travailleurs ont bénéficié de ces activités.

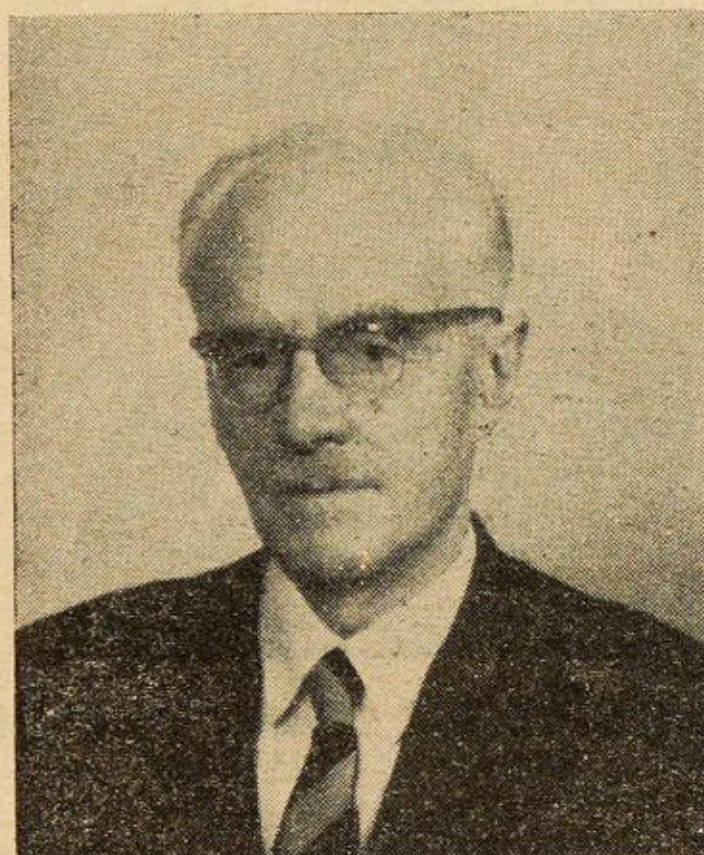
J'ai contribué à alléger la tâche des mères de famille et à élever la condition féminine, en permettant partout,

l'amenée de l'eau, du gaz, de l'assainissement dans nos villes, et fait construire ou aidé à construire des écoles pour nos enfants.

Demain, si vous le voulez, je continuerai sur un plan plus élevé, avec une efficacité et possibilité accrues, à défendre la famille, les communes, nos départements, et à travailler pour la France.

Tel est mon idéal, telles sont mes opinions.

Paul VAUQUELIN.



LE SUPPLEANT : André COTTEREAU

RÉPUBLICAIN

Maire-Adjoint de Maromme

Président des Associations de Familles Nombreuses de la Seine-Maritime

Président de la Caisse d'Allocations Familiales de Rouen

Membre du Conseil d'Administration de l'Office des H. L. M. de la Seine-Maritime

Président des Familles Nombreuses de Maromme

Vice-Président de l'Union Départementale des Associations Familiales

Membre de la Commission Régionale de l'Action Sanitaire et Sociale

Ancien Combattant 1914-1918 - Engagé Volontaire 1939-1940

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier du Mérite Social

Une innovation, à mon sens regrettable, oblige le candidat à la députation à s'adjoindre un « suppléant » au cas où le siège deviendrait vacant au cours de la législature.

Mon ami Paul VAUQUELIN m'a demandé de figurer à ce titre à ses côtés en se présentant à vos suffrages.

Depuis plus de 14 ans, j'ai pu apprécier les qualités de Paul VAUQUELIN dans le travail commun auquel nous avons été associés tant à la Mairie de Maromme, qu'au Conseil d'Administration des H. L. M. et dans les diverses activités civiques et sociales où se sont affirmées ses rares qualités de réalisateur, la largeur de ses vues et sa profonde valeur humaine.

Je n'ai pu lui refuser ce concours, en dehors de toute arrière-pensée politique, de toute position partisane et loin des combinaisons trop connues dont vous avez jugé et condamné la pratique et les effets.

Je désire, comme lui, une République humaine largement ouverte à tous ceux qui, faisant table rase des vieilles querelles du passé, sont résolument tournés vers l'avenir.

A. COTTEREAU.

Vu : LE CANDIDAT.

Imprimerie Féré, Maromme.